

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 48.781/2
DU 25 OCTOBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 1^{er} octobre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2003 réglant certaines méthodes de surveillance et de protection du transport de valeurs et relatif aux spécificités techniques des véhicules de transport de valeurs", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Observation liminaire

La rédaction du texte français de l'arrêté laisse fortement à désirer : le texte sera revu en ayant en vue la correction de la langue et la recherche d'une plus grande simplicité dans la formulation ⁽¹⁾.

Formalités préalables

Dans l'avis 39.032/2/V donné le 5 septembre 2005 sur un projet d'arrêté royal devenu l'arrêté royal du 6 décembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 7 avril 2003

⁽¹⁾ Pour prendre quelques exemples : 1/) en ce qui concerne la simplicité dans la formulation, à l'article 11, alinéa 3, en projet (article 9 du projet), il est plus simple d'écrire "consiste à observer" que d'écrire "consiste à exécuter des observations nécessaires"; 2/) en ce qui concerne la correction dans la formulation, à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, 1/, b), en projet (article 10 du projet), il faut écrire "pendant le temps où les agents y ont accès" et non "pendant le temps où les agents où ils y ont accès". Le texte en projet contient d'autres erreurs de ce genre et certaines d'entre elles seront épinglées dans la suite de l'avis (voir par exemple l'observation sous les articles 8 et 9).

réglant certaines méthodes de surveillance et de protection du transport de valeurs et relatif aux spécificités techniques des véhicules de transport de valeurs, la section de législation a émis l'observation suivante :

"Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet concernent le «système de neutralisation» dont peuvent être équipés les conteneurs destinés au transport protégé (articles 2 à 5 et 18 du projet) ainsi que les spécificités techniques des véhicules (article 14 du projet).

En vertu de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, chaque État membre a un devoir d'information vis-à-vis de la Commission européenne lorsqu'il décide d'introduire dans son ordonnancement juridique une règle technique, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, 11), de cette directive, qui pourrait constituer une entrave à la libre circulation des produits.

L'article 1^{er}, 11), de la directive 98/34/CE, précitée, définit la notion de «règle technique» comme étant, soit une «spécification technique», soit une «autre exigence». Selon l'article 1^{er}, 3), de cette même directive, la «spécification technique» est «(...) une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriété d'emploi, la sécurité, les dimensions, (...)». D'après l'article 1^{er}, 4), l'expression «autre exigence» désigne «(...) une exigence, autre qu'une spécification technique, imposée à l'égard d'un produit pour des motifs de protection, notamment des consommateurs ou de l'environnement, (...) lorsque ces conditions peuvent influencer de manière significative la composition ou la nature du produit ou sa commercialisation».

Eu égard à la formulation assez générale de cette disposition, l'arrêté en projet, tout comme l'arrêté royal qu'il entend modifier, doit, avant son adoption, être notifié à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la directive 98/34/CE, précitée, en vue de permettre à celle-ci ainsi qu'aux autres États membres de réagir, le cas échéant, selon les règles fixées par l'article 9 de cette directive.

En effet, si des restrictions peuvent être apportées à la libre circulation des produits notamment pour des raisons de sécurité publique, il convient de vérifier si ces restrictions sont propres à garantir la réalisation de cet objectif et si elles ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre. La directive 98/34/CE a justement pour objet de permettre une telle vérification".

Compte tenu de la portée de certaines des modifications en projet (voir par exemple les articles 5 et 6 du projet), cette observation doit être réitérée pour le projet à l'examen.

.../...

Examen du projet

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de mentionner les articles 1^{er}, § 1^{er}, 3/, et 2, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière car ces articles ne confèrent aucune habilitation au Roi.

2. L'alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 48.781/2 du Conseil d'État, donné le 25 octobre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ⁽²⁾.

Dispositif

Article 1^{er}

Dans la phrase liminaire, les mots "la disposition, visée à 16/, est remplacée par la disposition suivante :" seront remplacés par les mots "le 16/ est remplacé par ce qui suit :".

Il convient en outre de s'assurer que la définition actuelle du 16/ supprimée par l'arrêté à l'examen ne garde pas son utilité pour la compréhension de l'arrêté tel que modifié.

⁽²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2.

Article 2

Il ne faut pas insérer le mot "plafonds" après le mot "murs" mais le mot "plafonds," après le mot "murs," ⁽³⁾.

Article 4

1. Il faut mentionner les modifications encore en vigueur qui ont été apportées à l'alinéa qui fait l'objet de la modification ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾.

2. Dans la version française, pour que la phrase se lise correctement après la modification envisagée, ce sont les mots "au distributeur de billets de banque" qu'il faudrait remplacer par les mots "à l'automate à billets".

Article 5

1. Dans le texte français, au 1/, il y a lieu de remplacer les mots "du distributeur de billets" par les mots "de l'automate à billets" et non les mots "distributeur de billets de banque" par les mots "automate à billets".

⁽³⁾ L'observation ne vaut que partiellement pour le texte néerlandais du projet puisqu'il y est correctement écrit "De wanden,". Les versions française et néerlandaise doivent cependant être identiques, ce qui signifie que s'il est écrit "De wanden," dans le texte néerlandais, il faut écrire "Les murs," dans le texte français et non simplement "murs,".

⁽⁴⁾ L'observation vaut pour l'ensemble du projet : chaque fois que la disposition qui est visée dans la phrase liminaire des articles du projet a déjà subi une ou des modification(s), celle(s)-ci doit(vent) être rappelée(s) dans la phrase liminaire des dispositions en projet.

⁽⁵⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n^{os} 113 à 115.

2. Au 2/, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit : "Au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le 4/ est remplacé par ce qui suit :".

3. Eu égard aux autres modifications prévues par le projet examiné, le Conseil d'État se demande si les mots "distributeur de billets" qui figurent à l'article 6, § 4, alinéa 1^{er}, 6/, de l'arrêté royal du 7 avril 2003 que le projet modifie ne doivent pas aussi être remplacés par les mots "automate à billets".

La même observation vaut pour les mots "distributeur de billet" qui figurent dans la version française de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, 1/, d), en projet (article 10 du projet).

4. La phrase liminaire du 3/ sera rédigée comme suit : "Au paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} est complété par un 7/ rédigé comme suit :"⁽⁶⁾.

Article 6⁽⁷⁾

Le 3/ doit être omis car aucune des dispositions visées dans le préambule de l'arrêté n'habilite le Roi à imposer pareille règle⁽⁸⁾.

Article 7

Dans la version française, le texte en projet doit être précédé par le mot "de" car il s'insère dans une énumération qui le requiert.

⁽⁶⁾ L'auteur du projet s'inspirera de cette formulation pour la rédaction des autres dispositions du projet dont l'objet vise à compléter une disposition existante.

⁽⁷⁾ Le projet comprend deux articles 6. Sa numérotation doit donc être corrigée. L'observation formulée ci-dessus concerne le "2^{ème}" article 6 du projet.

⁽⁸⁾ Pour une observation allant en ce sens relativement à l'imposition d'une autre règle relative à la couverture d'assurance des transports protégés, voir l'observation 2 dans l'avis 39.032/2/V précité.

Article 8

Dans la version française du texte en projet, à l'alinéa 2, le mot "ne", qui figure dans la phrase liminaire, doit être supprimé et le mot "dont", qui figure au 3/, doit être remplacé par les mots "pour lequel".

Dans la version néerlandaise, le mot "waarvan" qui figure dans l'alinéa 2, 3/, doit être remplacé par le mot "waarvoor", et l'alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

"Het vervoer, bedoeld in 1/ en 3/, wordt te allen tijde begeleid door de federale politie".

Article 9

Dans le texte français, à l'alinéa 5 en projet, il faut écrire "le cas échéant" et non "en cas éventuel".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.781/2
VAN 25 OKTOBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 1 oktober 2010 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 2003 houdende regeling van bepaalde methodes bij het toezicht op en de bescherming bij het vervoer van waarden en betreffende de technische kenmerken van de voertuigen voor waardevervoer", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Inleidende opmerking

De redactie van de Franse tekst laat zeer te wensen over : de tekst dient te worden herzien vanuit een oogpunt van correct taalgebruik en vanuit een streven naar een meer eenvoudige formulering ⁽¹⁾.

Voorafgaande vormvereisten

In advies 39.032/2/V gegeven op 5 september 2005 over een ontwerp van koninklijk besluit dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 6 december 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 2003 houdende regeling van bepaalde methodes bij het toezicht op en de bescherming bij het vervoer van waarden en betreffende de technische kenmerken van de voertuigen voor waardevervoer, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd :

"Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit hebben betrekking op het «neutralisatiesysteem», waarmee de containers voor beveiligd vervoer uitgerust kunnen worden (artikelen 2 tot 5 en 18 van het ontwerp) en op de technische kenmerken van de voertuigen (artikel 14 van het ontwerp).

⁽¹⁾ Bij wijze van voorbeeld: 1/) wat betreft de formulering is het eenvoudiger om in het ontworpen artikel 11, derde lid (artikel 9 van het ontwerp), te schrijven "consiste à observer" in plaats van "consiste à exécuter des observations nécessaires"; 2/) wat de correcte formuleringwijze betreft, moet in het ontworpen artikel 12, § 1, tweede lid, 1/, b) (artikel 10 van het ontwerp), geschreven worden "pendant le temps où les agents y ont accès" en niet "pendant le temps où les agents où ils y ont accès". De ontworpen tekst bevat nog andere soortgelijke fouten en over een aantal daarvan zal verder in het advies nog een opmerking worden gemaakt (zie bijvoorbeeld de opmerking onder de artikelen 8 en 9).

Krachtens richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad d.d. 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, heeft iedere lidstaat een informatieplicht ten aanzien van de Europese Commissie wanneer hij beslist in zijn rechtsordening een technisch voorschrift zoals gedefinieerd in artikel 1, 11), van die richtlijn op te nemen en dat voorschrift een beletsel zou kunnen vormen voor het vrije verkeer van goederen.

Artikel 1, 11), van de genoemde richtlijn 98/34/EG definieert het begrip «technisch voorschrift» als ofwel een «technische specificatie», ofwel «een andere eis». Luidens artikel 1, 3), van diezelfde richtlijn is de «technische specificatie» «(...) een specificatie die voorkomt in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een product, zoals kwaliteitsniveau, prestaties, veiligheid of afmetingen, (...)». Luidens artikel 1, 4), betekent de uitdrukking «andere eis» «een eis die, zonder een technische specificatie te zijn, ter bescherming van met name de consument of het milieu wordt opgelegd (...) wanneer deze voorwaarden op significante wijze de samenstelling, de aard of de verhandeling van het product kunnen beïnvloeden».

Gezien de vrij algemene formulering van deze bepaling moet het ontworpen besluit, net zoals het koninklijk besluit dat daarbij gewijzigd wordt, voordat het wordt aangenomen, overeenkomstig artikel 8 van de genoemde richtlijn 98/34/EG ter kennis worden gebracht van de Europese Commissie, zodat deze en de overige lidstaten in voorkomend geval kunnen reageren volgens de regels bepaald in artikel 9 van die richtlijn.

Er kunnen weliswaar beperkingen worden gesteld op het vrije verkeer van producten, meer bepaald om redenen van openbare veiligheid, maar er behoort te worden getoetst of die beperkingen gepast zijn om die doelstellingen te bereiken, en of ze niet verder gaan dan wat daartoe noodzakelijk is. Richtlijn 98/34/EG strekt er juist toe zulk een toetsing mogelijk te maken".

Rekening houdend met de draagwijdte van een aantal van de ontworpen wijzigingen (zie bijvoorbeeld de artikelen 5 en 6 van het ontwerp), dient deze opmerking herhaald te worden met betrekking tot het thans voorliggende ontwerp.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In het eerste lid is er geen grond om melding te maken van de artikelen 1, § 1, 3/, en 2, § 1, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, aangezien deze artikelen geen enkele machtiging aan de Koning verlenen.

.../...

2. Het derde lid moet worden gesteld als volgt :

"Gelet op advies 48.781/2 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ⁽²⁾

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende zin dienen de woorden "wordt de bepaling, bedoeld in 16/, vervangen door volgende bepaling :" vervangen te worden door de woorden "wordt de bepaling onder 16/ vervangen als volgt :".

Er dient bovendien te worden nagegaan of de huidige definitie in de bepaling onder 16/ die opgeheven wordt door het thans voorliggende besluit, niet nuttig blijft voor een goed begrip van het aldus gewijzigde besluit.

Artikel 2

Niet het woord "plafonds" moet worden ingevoegd na de woorden "De wanden,", maar wel het woord "plafonds," ⁽³⁾.

⁽²⁾ Zie *beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2.

⁽³⁾ De opmerking geldt ook voor de Franse tekst. Daarin moet bovendien ook het woord "murs" vervangen worden door de woorden "Les murs,". De Nederlandse tekst en de Franse tekst moeten immers identiek zijn, hetgeen betekent dat als in de Nederlandse tekst "De wanden," geschreven wordt, ook in de Franse tekst de woorden "Les murs," geschreven dienen te worden en niet alleen "murs,".

Artikel 4

1. Er behoort melding te worden gemaakt van de nog geldende wijzigingen die aangebracht zijn in het lid waarvan thans de wijziging wordt beoogd ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾.

2. Opdat de zin op correcte wijze gelezen wordt na de beoogde wijziging, dienen in de Franse versie de woorden "au distributeur de billets de banque" vervangen te worden door de woorden "à l'automate à billets".

Artikel 5

1. In de Franse tekst dienen in onderdeel 1/ de woorden "du distributeur de billets" vervangen te worden door de woorden "de l'automate à billets" en niet de woorden "distributeur de billets de banque" door de woorden "automate à billets".

2. In onderdeel 2/ dient de inleidende zin te worden gesteld als volgt : "In paragraaf 4, eerste lid, wordt de bepaling onder 4/ vervangen als volgt :".

3. Gelet op de overige wijzigingen waarin het thans voorliggende ontwerp voorziet, vraagt de Raad van State zich af of het woord "biljettenverdelers" in artikel 6, § 4, eerste lid, 6/, van het koninklijk besluit van 7 april 2003, dat door het ontwerp wordt gewijzigd, niet ook vervangen moet worden door het woord "biljettenautomaat".

⁽⁴⁾ De opmerking geldt voor heel het ontwerp: telkens wanneer de bepaling die genoemd wordt in de inleidende zin van de artikelen van het ontwerp reeds een of verschillende wijzigingen heeft ondergaan, dient daarvan melding te worden gemaakt in de inleidende zin van de ontworpen bepalingen.

⁽⁵⁾ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nrs. 113 tot 115.

Dezelfde opmerking geldt voor de woorden "distributeur de billets" in de Franse versie van het ontworpen artikel 12, § 1, tweede lid, 1/, d) (artikel 10 van het ontwerp).

4. De inleidende zin van onderdeel 3/ moet worden gesteld als volgt :
"Paragraaf 4, eerste lid, wordt aangevuld met een bepaling onder 7/, luidende :"⁽⁶⁾.

Artikel 6⁽⁷⁾

Onderdeel 3/ moet vervallen, aangezien geen enkele bepaling die in de aanhef van het besluit wordt vermeld de Koning machtigt om zo'n regeling op te leggen⁽⁸⁾.

Artikel 7

In de Franse versie dient de ontworpen tekst te worden voorafgegaan door het woord "de", aangezien het om een tekst gaat die ingevoegd wordt in een opsomming waarbij dat woord vereist is.

⁽⁶⁾ De steller van het ontwerp moet uitgaan van die formulering voor de redactie van de overige bepalingen van het ontwerp die ertoe strekken een bestaande bepaling aan te vullen.

⁽⁷⁾ Het ontwerp bestaat uit twee artikelen 6. De nummering van het ontwerp moet dus worden aangepast. De geformuleerde opmerking geldt voor het "tweede" artikel 6 van het ontwerp.

⁽⁸⁾ Voor een soortgelijke opmerking inzake het opleggen van een andere regeling wat betreft de verzekeringsdekking voor beveiligd vervoer, zie opmerking 2 in het voornoemde advies 39.032/2/V.

Artikel 8

In de Franse versie van de ontworpen tekst moet in het tweede lid, het woord "ne", dat gebezigd wordt in de inleidende zin, weggelaten worden en moet het woord "dont" in onderdeel 3/, vervangen worden door de woorden "pour lequel".

In de Nederlandse tekst moet het woord "waarvan" in het tweede lid, onderdeel 3/, vervangen worden door het woord "waarvoor", en moet het vierde lid als volgt worden gesteld :

"Het vervoer bedoeld in 1/ en 3/, wordt te allen tijde begeleid door de federale politie".

Artikel 9

In de Franse tekst moet in het ontworpen vijfde lid geschreven worden "le cas échéant" en niet "en cas éventuel".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS